

BORIS GILLET : UN ELU LOCAL AU SERVICE DE TOUS.

Mes chères concitoyennes, mes chers concitoyens,

En 2014, Vous m'avez élu pour porter **une voix libre, indépendante et constructive** au sein du Conseil Municipal de Montrouge. Alors que ce mandat se termine, je souhaite partager avec vous le bilan des principales actions d'un conseiller opposé à une majorité municipale omnipotente, profondément sourde aux arguments des Montrougiens qui pensent différemment d'elle. Sans doute, n'est-il pas exhaustif. Mais il reflète ma vision de l'engagement au service de la collectivité.

Très assidu en conseil municipal, je suis un homme de devoir. Actif sur le terrain, au plus près de vous, y compris celles et ceux dont je ne partage pas toutes les opinions ou les méthodes, je vous ai écoutés et, je le crois, respectés. J'ai entendu, porté et soutenu en conseil municipal vos remarques, vos propositions et vos bonnes idées pour infléchir la politique trop souvent technocratique de la majorité municipale. Je le pense, nous n'avons pas besoin de technocratie, déjà trop présente dans nos institutions, mais d'une vision de terrain pour la ville, empreinte d'une humanité réelle, et d'une équipe compétente au service de tous, sans exclusive. Voilà ma vision de l'engagement.

Parce que je crois à l'efficacité du travail en équipe, j'ai étroitement associé à mes démarches les adhérents de l'association « Vivre à Montrouge », issus de la liste que j'ai eu l'honneur de conduire en 2014. Ensemble, nous travaillons quotidiennement pour vous servir. Ensemble, nous étudions les dossiers dont nous avons connaissance et nous nous assurons que le service public et l'intérêt général des Montrougiens sont bien défendus. Sans eux, rien ne serait possible. Je tiens à leur exprimer ma profonde gratitude et ma fidélité indéfectible, car c'est aussi ma vision de l'engagement.

Aujourd'hui, parce que je fédère depuis plusieurs années une équipe aux opinions diverses, que je suis pleinement attentif aux préoccupations quotidiennes de tous mes concitoyens, que je connais bien les enjeux et perspectives de développement de la commune, je suis en mesure de vous présenter une véritable alternative pour gérer Montrouge pendant les six prochaines années.

MON PARTI, C'EST MONTROUGE !

C'est le message que je vous adresse aujourd'hui. C'est le nom de la liste que je présenterai à vos suffrages les 15 et 22 mars prochains. C'est l'engagement que je défendrai de nouveau pour que le choix de votre prochain Maire soit votre choix et non pas celui de formations politiques qui entendent verrouiller cette élection au service d'intérêts qui n'ont souvent rien à voir avec Montrouge et le bien-être de ses habitants (sénatoriales, législatives, Métropole du Grand Paris...).

Fidèles à l'ouverture qui caractérise notre action, nous restons à l'écoute des Montrougiennes et Montrougiens qui souhaitent nous rejoindre et participer à la mise en œuvre d'un programme dont ils seront les auteurs et les acteurs. Tout le monde peut être candidat et rejoindre l'équipe que nous constituons. Une seule qualité compte : être Montrougien.

Ensemble, soyons attentifs à ce que les représentants de Montrouge aux assemblées territoriale et métropolitaine veillent avant toute chose aux intérêts de notre ville et de nos concitoyens. Ainsi, toute décision sera soumise à une seule et même question : est-ce bon pour les Montrougiens ? Est-ce dans notre intérêt commun ?

Ensemble, affirmons-le haut et fort : **MON PARTI, C'EST MONTROUGE !**

[@montrouge2020](https://vivreamontrouge.fr)

DE NOUVELLES CONDITIONS DE STATIONNEMENT A MONTROUGE.

Membre de la commission de stationnement, j'ai pu infléchir une partie du projet initial encore plus contraignant pour les Montrougiens. Dès novembre 2017, j'ai alerté sur les délais bien trop courts pour permettre une concertation et un démarrage du projet en Janvier 2018. Bilan : 4 mois de retard.

Sourd aux arguments de bon sens a toujours balayés d'un revers de la main, Etienne Lengereau a suscité la colère d'une large part la population de Montrouge. Cette colère s'est exprimée à travers la création du Collectif des Montrougiens en Colère contre les nouveaux tarifs du stationnement (COMECS). En Conseil Municipal, j'ai relayé les attentes et propositions du COMECS et d'autres associations avec lesquelles j'étais en accord. Nous nous rencontrons régulièrement et poursuivons encore aujourd'hui le travail de réflexion autour des aménagements nécessaires pour une politique de stationnement et de circulation moins contraignante. Choqué et surpris par les contorsions de la majorité pour obtenir l'ajout d'un avenant au contrat de délégation, en compensation de la perte de revenu du délégataire due aux erreurs dénoncées au démarrage du projet, j'ai effectué un recours sur mes deniers personnels contre la décision de la majorité. Cette procédure est toujours en cours.

DES CONDITIONS DE DEPLACEMENT SEREIN ET COHERENT DANS LA VILLE

Lors de la mise en double sens de l'avenue de la République, j'ai dénoncé l'absence d'une vraie concertation (notamment avec les commerçants), et d'études d'impact. J'ai rappelé l'illégalité de cet aménagement (puisque des places de livraison et de stationnement pour personnes handicapées auraient du être créées de chaque côté), dénoncé les

[@montrouge2020](https://vivreamontrouge.fr)

risques d'accidents et la bande blanche continue (rectifiée depuis). J'ai également signé la pétition demandant l'annulation de cette décision unilatérale et relayé cette initiative dans Montrouge Magazine. Plus récemment en Conseil Municipal, avec d'autres conseillers d'opposition, nous avons demandé à ce que les passages protégés de la place Jean Jaurès et du carrefour de l'avenue Gabriel Péri et de l'avenue de la République soient peints sur le sol. Nous sommes également intervenus pour que le kiosque a journaux soit déplacé place Jean Jaurès afin d'améliorer la sécurité et la visibilité des piétons et des automobilistes.

PRESERVER LES SERVICES A LA POPULATION

Comme beaucoup d'élus, j'ai signé la pétition contre la fermeture du bureau de Poste de l'avenue de la Marne. En Conseil, j'ai voté contre la décision de la majorité de transférer une partie des services postaux chez un commerçant. En effet La Poste est également une banque, notamment pour les plus démunis et les personnes âgées qui se déplacent difficilement. Cadre de La Poste toujours en activité, Etienne Lengereau s'en est lavé les mains. Aujourd'hui le commerce devant assurer ces services a fermé. Aux Montrougiens de s'adapter...

AVEC LES ANCIENS COMBATTANTS

Risquer sa vie au service de son pays doit être salué, respecté et célébré.

J'ai relayé en Conseil Municipal le souhait des principales associations d'anciens combattants de Montrouge de disposer d'un local plus central à l'instar des Maisons des Anciens Combattants comme cela existe dans de nombreuses villes des Hauts de Seine. Les 300 anciens combattants de notre commune, personnes âgées pour la plus part, méritent que nous les entendions.

J'ai enfin toujours répondu présent aux invitations lancées par ces mêmes

associations et défendu le retour d'un repas annuel au Beffroi, supprimé en 2015 pour d'obscures « raisons budgétaires », alors même que les anciens combattants proposaient de participer financièrement. Mais, notre Maire nous a malheureusement habitués à d'autres arbitrages budgétaires grand écart comme le transfert du budget d'entretien de la voirie au financement du chantier des allées Jean Jaurès.

VOUS AVEZ DIT ENVIRONNEMENT ?

L'écologie et le verdissement de notre commune étaient au cœur de notre programme de 2014. Aussi, nous avons été **choqués** de l'abattage, en plein été, des platanes de l'avenue Jean Jaurès devant le siège du Crédit Agricole, alors que seulement deux d'entre eux étaient malades. Depuis, la canicule de l'été dernier et ses 42°C ont démontré que cet **abattage était une erreur empêchant le rafraîchissement de l'air et une ombre salvatrice.**

Là aussi un collectif s'est créé, le CAPAJ, avec lequel nous travaillons étroitement depuis. Nous avons également rencontré la Ligue de Protection des Oiseaux et relayé ses inquiétudes.

Si nous avons soutenu l'idée de réunir le square des Etats-Unis avec le « jardin fertile », nos propositions sur le projet tel qu'il existe aujourd'hui sont restées lettre morte.

Et quelle réalisation ?!!! Pas de piste cyclable en site propre, pas ou peu d'ombre, 200 tonnes de pierres blanches, importées du Portugal réfléchissantes et glissantes par temps de pluie, un terrain très, très pollué interdisant l'agriculture plein sol mais pas les aires de jeux pour les enfants. Pourtant, les études de pollution réalisées, toujours passées sous silence par la majorité, indiquent qu'au-delà d'une heure de présence sur le site, les émanations dégagées par le sol seraient toxiques.

L'ECOLE ET LE PERISCOLAIRE SONT DES PRIORITES

J'ai regretté les discours lénifiants de la majorité dont le seul but est de masquer la réalité des problèmes vécus par les parents et les animateurs.

J'ai dénoncé le redécoupage scolaire sans concertation en pensant aux parents qui ont du trouver dans l'urgence des solutions coûteuses.

J'ai interpellé sur la prise en compte tardive et l'absence de budget pour la réforme des rythmes scolaires de 2014, la majorité allant jusqu'à refuser les aides de la CAF à hauteur de 57€ par enfant.

Chaque année, en lien étroit avec des associations de parents d'élèves, j'ai dénoncé, en Conseil Municipal, les plats repoussoirs servis aux enfants pour le déjeuner.

Enfin, j'ai toujours soutenu les animateurs périscolaires pour une meilleure prise en compte de leurs propositions et l'obtention de réelles perspectives professionnelles.

DES EQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS POUR LES MONTROUGIENS

J'ai plusieurs fois interpellé Monsieur le Maire sur la baisse drastique des services et cours dispensés à l'Aquapol (passé sous l'autorité territoriale VSGP), ainsi que sur la dégradation rapide du bâtiment. En vain. Pourtant ces informations m'ont été communiquées dans le cadre de rencontres avec les maîtres-nageurs, associations d'utilisateurs, syndicats et employés de l'Aquapol.

J'ai fait de même pour les pelouses du Stade Jean Lezer ou les douches du SMM. Concernant le conservatoire, de retour sous l'autorité municipale après avoir été sous celui du territoire, j'ai rencontré parents d'élèves, professeurs et syndicats pour entendre leurs avis et propositions pédagogiques et de fonctionnement.

BUDGET ET FISCALITE

J'ai regretté la décision de la majorité de ne pas baisser la fiscalité alors que l'assiette fiscale à Montrouge ne cesse d'augmenter, d'année en année. Ainsi il

est faux de dire que la majorité n'augmente pas les impôts. Elle ne touche simplement pas au taux appliqué puisque l'impôt augmente mécaniquement. Ceci est d'autant plus étonnant que le nombre et la qualité des services publics n'ont cessé au contraire de baisser, suscitant notamment des mouvements de grève des accompagnateurs périscolaires. Les associations ont également beaucoup souffert. J'ai milité pour maintenir les subventions à niveau constant. Dans le même temps je regrettais publiquement l'élargissement du Cabinet du Maire à trois personnes lors de la passation de pouvoir qui s'est faite en 2016. J'ai régulièrement dénoncé le budget et notamment des opérations très importantes de désendettement alors même que notre commune était déjà l'une des moins endettée de France et les taux d'intérêts historiquement bas. L'état de la voirie témoigne de cette gestion irrationnelle.

LOGEMENT et SOLIDARITES

Si les prix de l'immobilier n'ont cessé de croître en petite couronne, et particulièrement à Montrouge, la majorité n'a eu de cesse d'utiliser le budget municipal pour faire de surprenantes

opérations immobilières d'achat et de revente de biens au profit de promoteurs ou de grandes entreprises. De fait, le niveau de logement sociaux à Montrouge est resté constant (21%), sous le niveau légal (25%). Chaque année nous payons une amende conséquente pour ne pas respecter les engagements de la Loi. Pourtant, ce sont plus de 8 millions d'euros qui ont été dépensés entre 2018 et 2019 pour faire « de la réserve foncière » alors que les transactions de reventes sont parfois réalisées à des conditions surprenantes.

Notre commune a les moyens de soutenir une politique de logement social plus ambitieuse, ne serait-ce que pour respecter la Loi et cesser de dépenser de l'argent en pure perte (825 000€ chaque année). Pourtant il aura fallu attendre plus de 2 ans pour obtenir une réponse concernant le bénéfice de l'opération du 47/49 avenue de la République acheté petit à petit avec votre argent, puis revendus d'un bloc à une SNC du Crédit Agricole. De la même façon j'ai demandé des comptes à propos du caisson commercial situé avenue Verdier pour cette même banque et qui nous a coûté 800 000 € de foncier et 750 000 € de travaux, pour un loyer annuel de 99 000 €. Vraiment intéressant pour nos finances ?

